

► Météo

Une seule chose est certaine: l'incertitude

Après un début de printemps avare en précipitations, l'inquiétude était de mise face la sécheresse qui menaçait, pour les éleveurs comme pour les grandes cultures. Mais le pire, heureusement, n'est jamais sûr. Les pluies de ces derniers jours redonnent de l'espoir, ce qui n'empêche pas de réfléchir aux multiples impacts du manque d'eau.

L'expression «*au doigt mouillé*» paraît particulièrement adaptée lorsqu'on tente de réaliser un article portant sur les aléas de la météo. On n'est jamais sûr de rien, mais il faut avouer que le début de printemps que nous avons vécu n'incitait pas à l'optimisme, entre gel, absence de pluie et je ne vous parle même pas du confinement... pourtant, ces jours derniers, des averses sont venues relativiser quelque peu les inquiétudes que les éleveurs comme les exploitants en grandes cultures pouvaient nourrir face à une éventuelle sécheresse.

Il faut reconnaître que les deux dernières campagnes incitaient à crier avant d'avoir mal. Pour l'heure, si on ne peut nier les difficultés, ce n'est pourtant pas encore la catastrophe. Faisons d'abord un tour des grandes cultures avec Mickaël Mimeau, responsable agronomique au sein de la coopérative Dijon Céréales. Même s'il a une certaine ancienneté dans sa fonction, la situation révélée par le récent manque d'eau a, pour lui, un caractère quasiment inédit dans son intensité. La zone sur laquelle il opère couvre la Côte-d'Or, ainsi que des secteurs de l'Yonne et de la Haute-Marne. «*La durée de la période sans pluie que nous venons de traverser, note-t-il, est marquante. Des printemps secs, on en a eu en 2007, en 2011, en 2014, en 2017, mais 2020 se singularise par une période de ce*

type particulièrement longue. Elle s'est étalée du 10 mars au 25 avril, sans une goutte de pluie. Lors des printemps secs que j'ai cités précédemment, on avait toujours eu au moins quelques précipitations. Là, on n'a rien eu, hormis ces tout derniers jours. On a donc un phénomène extrême associé à un autre élément : l'avance de stade des cultures».

De l'avance

Ces dernières ont poussé avec une rapidité peu commune et cette précocité fait qu'une bonne part des effets bénéfiques qu'on aurait pu attendre des pluies de fin avril - début mai ne se produiront pas. «*Malgré des semis globalement tardifs*, poursuit Mickaël Mimeau, *réalisés autour du 20 octobre en dates moyennes, on a aujourd'hui dix à quinze jours d'avance sur une année normale. C'est surtout vrai pour le blé mais on ne constate pas énormément d'écart entre blé et orges, alors qu'habituellement, la différence est notable à ce moment de la saison. Les blés sont en avance, les colzas sont moins touchés par ce phénomène d'avance, mais parce qu'ils ont fortement peiné avec le gel et les insectes. Nous avons eu des blés qui ont épié au mois d'avril : je n'avais jamais vu ça !*» Une sécheresse marquée couplée à une végétation (pour le blé) très en avance dans son développement conduit à une baisse du phénomène de compensation qui aurait pu découler des pluies récentes. Le

nombre d'épis est fixé, celui du grain par épi l'est partiellement... Traditionnellement, le blé était la culture qui permettait de compenser les faiblesses des autres, mais, cette année, cela paraît mal parti, même si, en l'espèce, il faut se garder de toute généralisation. Les pluies de la semaine dernière ont été assez hétérogènes, amenant entre 20 et 60 mm d'eau selon les zones. «*C'est globalement positif*, poursuit Mickaël Mimeau, *même si les zones qui n'ont reçu que 20 mm trouveront cela insuffisant, une partie parfois importante du potentiel a été emportée par l'absence d'eau sur les secteurs en terres légères et de plateaux. Dans le Châtillonnais, on a eu entre 25 et 30 mm, idem en Haute-Marne. Dans la plaine, on a eu entre 25 et 50 mm. À l'inverse, sur l'Auxois-sud, les hauts de Dijon, au nord-ouest de la ville ou dans une partie des Hautes-Côtes, cela oscille entre 20 et 30 mm suite à des pluies plus soutenues le 5 mai. Mais au moins, on a eu de l'eau et cela se voit déjà sur l'état de la végétation. Espérons que la période de remplissage des grains à venir se passe dans des conditions correctes de température et de précipitations pour constituer des Poids de mille grains (PMG) corrects en bout de course*».

La question de l'élevage

Ce manque relatif d'eau, il est aussi constaté par Marc Philippe, chef du service hydrométrie au sein de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) de Bourgogne Franche-Comté : «*Ce qui est certain c'est que la sécheresse démarre plus tôt qu'en 2018 ou 2019. Les 27 et 28 avril, les rivières ont atteint des débits plus proches de ceux attendus en juillet qu'en avril. La situation se rapproche de celle de 2011 et aussi de celle de 1997, année record en matière de bas débit en avril pour de nombreuses rivières. En revanche, il faut garder en mémoire qu'en*

1997 et 2011, les périodes sèches n'ont pas duré. Celle de 1997 a été suivie d'un été très pluvieux et celle de 2011 s'est interrompue à la mi-juillet». S'il devait y avoir un manque d'eau, les grandes cultures ne seraient pas les seules à se faire du souci, néanmoins. Dans notre région, l'élevage, ces dernières années, sait combien les difficultés d'abreuvement lui ont coûté cher. C'est aussi ce que révèle une récente enquête réalisée par Sandrine Petit, géographe au sein d'Inrae, et Denis Lépicier, chercheur en économie à Agropur Dijon.

Celle-ci a mis en lumière les réponses sur lesquelles des éleveurs de Bourgogne Franche-Comté pouvaient s'appuyer, face à des périodes de sécheresse entraînant de véritables difficultés d'abreuvement du bétail. «*Le but*, explique Sandrine Petit, *était de voir s'il y avait eu des formes d'anticipation de cette problématique de la part des éleveurs à travers des aménagements antérieurs aux périodes de sécheresse*». On trouve là des créations de retenues ou de points d'eau, mais aussi la recherche de nouvelles sources, la création de puits et forages, l'acquisition de bacs et de citernes, ou encore une réorganisation parcellaire pour les espaces de pâturage permettant d'éviter de trop nombreux déplacements des animaux, ou des coûts de transport d'eau trop lourds, en période de manque. Enfin, la solution ultime de la réduction du cheptel était aussi envisagée par certains répondants. Les périodes de sécheresse sont, dans l'élevage, également synonymes de surcharge de travail, et la réduction du cheptel apparaît comme une solution à ne pas négliger, dans un contexte où les exploitations deviennent plus vulnérables. Le manque d'eau est en tout cas une source de stress non négligeable pour les éleveurs. «*Dans notre enquête et dans la catégorie de l'élevage de bovins allaitants*, poursuit la géographe, *nous avons tout de même*

près de 50 % des personnes interrogées qui se considèrent dans une situation vulnérable ou très préoccupante. C'est moins net en bovins laitiers ou dans les ovins et caprins, mais les modalités d'adaptation restent difficiles à trouver». Les difficultés d'abreuvement se traduisent par des baisses de production de la part des animaux, des effets sur leur santé, dont les conséquences sont économiques et aussi psychologiques pour les éleveurs. Autant de réalités, autant d'appréhensions mais aussi de réponses potentielles face à une nouvelle sécheresse.

BERTY ROBERT

Dans les vignes bios, une réponse venue de la mer

La sécheresse menace tous les types de cultures et handicape les processus qui font que les engrais, minéraux ou organiques, ne peuvent pas toujours jouer leur rôle à plein. En agriculture biologique, les engrais organiques sont utilisés à la sortie de l'hiver, afin de nourrir la plante, mais lorsque la période de pousse se déroule dans un contexte sec, l'engrais se libère moins vite dans la terre. Il est donc moins disponible pour la plante au moment où elle en a le plus besoin. Audrey Pernet, technicienne vigne et maraîchage au sein de la société Sonofep, basée à Saulon-la-Rue, en Côte-d'Or, travaille beaucoup auprès d'une clientèle de viticulteurs bios. «*Dans un tel contexte*, explique Audrey Pernet, *il peut être bon de passer par une nutrition foliaire, puisque tout ce qui se trouvera sur la feuille sera directement absorbé par la plante. En procédant ainsi, on ne règle pas tous les besoins de la plante sur le long terme mais, sur un moment précis, on parvient à satisfaire son besoin immédiat. C'est un moyen d'atténuer les effets de la sécheresse*». Cette solution à appliquer en foliaire est un biostimulant, nommé Phylgreen et fabriqué par la société Tradecorp à partir d'algues présentes sur les côtes irlandaises qui ont la particularité d'être immergées une partie de la journée, et à l'air libre à un autre moment, en fonction des marées. «*Ce cycle des marées*, poursuit Audrey Pernet, *fait que l'algue est stressée. Elle développe naturellement des résistances. Ces éléments sont transmis aux plantes lors de l'application foliaire. On les aide ainsi à se préparer aux périodes de stress abiotique (le stress hydrique, celui lié à la maladie, aux variations climatiques...)*. C'est un produit préventif qui prépare la plante». Au-delà de la viticulture, cette solution peut aussi s'utiliser en arboriculture.

Le regard d'un irrigant

Didier Guyon, vice-président de l'association des irrigants de la Nièvre et secrétaire général de la Chambre d'agriculture, est impliqué dans l'irrigation depuis 35 ans. Sur le risque de sécheresse, il nuance la chose. «*Il est vrai que nous sortons de cinq ou six semaines sans pluie, mais on oublie que, du moins sur le Nivernais, entre le 15 octobre 2019 et le 11 mars, il est tombé 650 mm de pluie, soit, en cinq mois, l'équivalent de la pluviométrie d'un an ! Pour la Nièvre, les nappes ont été bien rechargées, après deux années (2018 et 2019) qui ont été compliquées. Ce qui est marquant dans la campagne actuelle, ce n'est pas le fait qu'on n'ait pas eu d'eau pendant un mois, mais qu'on en ait eu 650 mm en moins de six mois. Si l'on s'intéresse à l'irrigation, dans la Nièvre nous sommes, de ce point de vue, un « petit » département. Nous sommes 110 irrigants qui prélevons en moyenne 9 millions de m³ pour 7 000 ha arrosés. C'est à comparer à nos voisins du Cher ou de l'Allier : (35 000 ha irrigués et 30 millions de m³ consommés). Sur l'irrigation, je vois une évolution : l'arrivée d'éleveurs aux prises avec des questions d'abreuvement et en recherche de solutions. C'est lié aux crises qu'ils ont rencontrées en 2018 et 2019. Une vache, c'est 100 litres d'eau consommés chaque jour. En cas de manque, on imagine les coûts que cela représente. J'ai vu des factures d'eau de 7 000 ou 8 000 euros dans certains cas ! Ils sont aussi en recherche d'autonomie fourragère pour leurs animaux. Il faut espérer que les pluies de ces derniers jours et celles annoncées vont améliorer les choses. Il reste que dans le domaine de l'irrigation, la France accuse du retard par rapport à ses voisins, notamment pour le stockage de l'eau. Chez nous, l'irrigation consomme, en moyenne, par ha et par an, 1 700 m³. La moyenne européenne est de 4 000 m³ et si l'on regarde l'Espagne ou l'Italie, on est à 4 800 m³. La France est, en Europe, le pays qui dispose de la deuxième masse d'eau la plus importante, mais nous sommes les avant-derniers pour le stockage... Il y a du travail à faire... Il faut aussi rappeler que 59 % de la consommation d'eau en France vient du secteur énergétique, 19 % sont consacrés à l'eau potable. L'agriculture, c'est 11 %, à égalité avec l'industrie. Le problème de l'agriculture, c'est que lorsqu'on arrose, ça se voit... C'est d'abord une question de communication, mais il faut absolument stocker*».